



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

Sommaire

GÉOPOLITIQUES	3
1 – La Corée du Nord célèbre un sommet qui ouvre « une nouvelle ère avec le Sud » (France Info, avec AFP)	3
2 – Déclaration finale de la conférence « No Money for Terror » (Elysée « Agenda de Paris », communiqué)	4
3 – Oui, Emmanuel Macron doit se rendre à Téhéran ! (Orient XXI, Bernard Hourcade)	5
4 – Frappes occidentales en Syrie : quel défi pour la diplomatie française ? (IRIS. Brahim Oumansour)	6
5 – « Nouvelle guerre froide » ou difficultés de redéfinir les relations avec la Russie ? (Revue de la défense nationale, Sophie Momzokof)	7
6 – La Chine veut garder la main sur la Corée du Nord (Libération, Nelly Didelot)	9
7 – Du Yémen au Liban, les offensives douteuses de l'Arabie saoudite (Orient XXI, Gabrielle Vom Bruck)	10

DÉFENSE.....12

- 1 – Le chef du Pentagone révèle que les forces spéciales françaises ont été renforcées en Syrie (OPEX 360, Laurent Lagneau)12
- 2 – Visite de la MINARM et de la directrice centrale du SSA : modernité et excellence au sein de l’HIA Laveran (Défense, service de santé des armées)12
- 3 – Chammal : le cap des 8000 sorties aériennes est franchi (Défense, armée de l’air)14
- 4 – Général de Grammont : « Nos soldats, nos missions méritent d’être relayées et valorisées (Défense, armée de terre)15
- 5 – Général Lecointre : l’Etat islamique est une « hydre » qu’il faudra surveiller en « permanence » pour éviter son retour. (Zone militaire, Laurent Lagneau).....16
- 6 – L’ONERA, une pépite au cœur de la politique d’innovation du ministère des armées (La Tribune, Michel Cabirol)18

ÉCONOMIE20

- 1 – Airbus, Dassault Aviation et Leonardo réaffirment leur engagement total envers le premier programme de drone MALE 100% européen (Dassault, communiqué)20
- 2 – Dassault et Airbus donnent le coup d’envoi au futur avion de combat franco-allemand (Les Echos, Bruno Trévidic et Thibaut Madelin)21
- 3 – Valorisation boursière : l’enterrons pas trop vite les GAFAs (Le nouvel économiste, Bertrand Jacquillat)22
- 4 – Concentrations : la commission autorise, sous conditions, le rachat de Rockwell Collins par UTC (commission européenne, communiqué)23
- 5 – Les projets franco-allemands en matière de défense menacés par un budget militaire insuffisant en Allemagne ? (OPEX 360, Laurent Lagneau)24
- 6 – Pourquoi le ministère des armées investit dans la très prometteuse start-up Kalray (La Tribune, Michel Cabirol)25

GÉOPOLITIQUES

1 – La Corée du Nord célèbre un sommet qui ouvre « une nouvelle ère avec le Sud » (France Info, avec AFP)

Les dirigeants des deux Corées se sont engagés vendredi à préserver la paix et à dénucléariser la péninsule.

“*Une nouvelle ère.*” La Corée du Nord a célébré, samedi 28 avril, son sommet avec le Sud. L’agence officielle KCNA a salué “*une rencontre historique*” qui ouvre la voie à “*une nouvelle ère pour la réconciliation et l’unité nationales, la paix et la prospérité*”. Les dirigeants des deux pays se sont engagés vendredi à préserver la paix et à dénucléariser la péninsule. Ce sommet “*a pu être réalisé grâce à l’amour ardent du dirigeant suprême (Kim Jong-un) pour le peuple et à sa volonté d’autodétermination*”, a déclaré KCNA. L’agence a diffusé le texte intégral de la “Déclaration de Panmunjom” signée par MM. Kim et Moon à l’issue de la rencontre. Dans un autre communiqué, KCNA a déclaré que les deux dirigeants avaient eu “*un échange franc et sincère*” sur des questions comme “*assurer la paix dans la péninsule coréenne et la dénucléarisation de la péninsule*”.

La presse du Sud plus mesurée

En Corée du Sud, l’enthousiasme est plus mesuré. Les quotidiens de samedi saluaient avec une certaine réserve le sommet intercoréen, relevant l’absence d’un engagement ferme et explicite du Nord à renoncer à son armement nucléaire. Le journal conservateur *Chosun* relevait ainsi dans un éditorial que la rencontre avait été positive dans le sens où elle réparait les liens entre les deux Corées mais qu’elle laissait beaucoup à désirer concernant la dénucléarisation. “*Il s’agit d’un pas en arrière par rapport à ce qui avait été décidé en 2005*” dans un accord où la Corée du Nord, rappelle *Chosun*, promettait d’abandonner “*toutes les armes nucléaires et les programmes nucléaires existants*” et de recevoir des inspecteurs chargés de le vérifier. “*Afin de garantir que le Nord ne rétropédale pas sur ce sujet comme il l’a fait au cours des 25 dernières années, des sanctions et une pression continues sont nécessaires*”, estime encore *Chosun*.

Retrouvez l’intégralité de l’article avec ce lien :

https://www.francetvinfo.fr/monde/coree-du-nord/la-coree-du-nord-celebre-un-sommet-qui-ouvre-une-nouvelle-ere_2727745.html

[Retour au sommaire](#)

2 – Déclaration finale de la conférence « No Money for Terror » (Elysée « Agenda de Paris », communiqué)

En hommage à toutes les victimes du terrorisme, Nous, États membres du Groupe d'action financière (GAFI), des organismes régionaux de type GAFI (ORTG), du G20 et de la Coalition internationale contre Daech, en présence d'organisations et d'agences internationales et régionales, nous sommes réunis à Paris le 26 avril 2018 pour étudier les moyens de renforcer l'efficacité de notre action de lutte contre le financement du terrorisme, en nous appuyant sur le travail accompli depuis l'adoption de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999), sur la Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur l'expérience acquise au cours de notre lutte commune pour vaincre l'État islamique en Irak et au Levant (EI/Daech) en Syrie et en Irak. Nous soulignons qu'une approche intégrée est essentielle pour lutter contre le terrorisme et son financement. Ensemble, nous nous engageons à renforcer notre contribution nationale et collective à la lutte contre le financement d'individus, de groupes, d'entreprises et d'entités terroristes associés à l'État islamique (Daech) et à Al-Qaïda, qui se fonde sur le cadre de notre engagement de longue date à lutter contre le financement de tous les groupes terroristes. Nous nous engageons en particulier à prendre les décisions et les mesures suivantes :

(1) Poursuivre le renforcement de nos cadres juridiques et opérationnels internes pour la collecte, l'analyse et le partage des informations par les autorités nationales

En criminalisant pleinement le financement du terrorisme, notamment le financement des déplacements et du recrutement des terroristes, et en appliquant des sanctions pénales efficaces, proportionnées et dissuasives, même en l'absence de lien avec un acte terroriste spécifique. En améliorant l'efficacité de la chaîne opérationnelle : chacun d'entre nous s'engage à mettre en place ou à renforcer, au niveau national, le cadre (groupes de travail interagences et centres de fusion des informations, par exemple) permettant aux cellules de renseignement financier, aux services de renseignement et d'enquête, aux autorités judiciaires et/ou de poursuites, aux services de police et de justice ainsi qu'aux autres autorités compétentes de collecter et de partager des informations sur le financement des individus, groupes, entreprises et entités liés à des groupes terroristes, en particulier les combattants terroristes étrangers, ceux qui reviennent dans leur pays d'origine ou qui se réinstallent dans un pays tiers, en mettant le moins d'obstacles possible à ces échanges, et dans le respect des cadres juridiques en vigueur relatifs aux droits de l'Homme, à la vie privée et à la protection des données. En encourageant les autorités nationales compétentes, en particulier les cellules de renseignement financier et les services de renseignement, à mettre en place de réels partenariats avec les secteurs privé et financier concernant l'évolution des tendances, des sources et des méthodes de financement des individus, groupes, entreprises et entités terroristes, ainsi qu'à partager des informations tactiques en tant que de besoin. En renforçant les capacités de nos autorités compétentes, en particulier des cellules de renseignement financier, notamment les ressources informatiques pertinentes. En intensifiant la consultation d'entités comptables et leur implication dans l'élaboration et la mise en œuvre de lignes directrices et d'indicateurs de transactions suspectes pour le secteur privé, afin d'améliorer les stratégies d'entrave, la détection précoce et la prévention du financement du terrorisme, tout comme la qualité des informations transmises par le secteur privé.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.elysee.fr/communiques-de-presse/article/communiquedeclaration-finale-de-la-conference-no-money-for-terror/>

ESPRITSURCOUF.fr a publié les principales interventions du colloque « Financement du terrorisme : nouveaux enjeux » organisé le 5 décembre dernier par prochetmoyen-orient.ch et le Centre français de recherche sur le renseignement. En particulier dans les numéros 38, 39 et 40 celles [d'Alain Chouet](#), de [Marie-Christine Dupuis-Danon](#) et de [Bernard Squarcini](#).

[Retour au sommaire](#)

3 – Oui, Emmanuel Macron doit se rendre à Téhéran ! (Orient XXI, Bernard Hourcade)

Au cours de sa visite à Washington, Emmanuel Macron a abordé la question nucléaire iranienne, sans que la position du président américain semble avoir bougé. Raison de plus pour que le président français se rende à Téhéran.

Très rapidement, la parenthèse ouverte par Barack Obama dans les relations des États-Unis avec l'Iran se referme. Après Mike Pompeo au secrétariat d'État, John Bolton vient d'être nommé conseiller à la sécurité nationale américaine ; les deux hommes n'ont jamais caché leur hostilité à l'Iran ni leur préférence pour les solutions belliqueuses. Les experts très écoutés du Washington Institute for Near East Policy, proche d'Israël, viennent de publier un programme politique et militaire proposant des actions terroristes pour déstabiliser l'Iran : « *Les États-Unis devraient préparer une campagne de guerre politique comprenant des opérations de guerre psychologique, le sabotage de cibles économiques et l'armement des minorités kurdes, arabes et baloutches (entre autres) pour déstabiliser la République islamique. Ces activités pourraient ne pas menacer la survie du régime, mais seraient susceptibles de l'obliger à détourner des ressources consacrées à la projection de sa puissance à l'extérieur au profit de la sécurité intérieure*¹. » Que pourrait faire la France pour éviter le pire ? Nul ne prétend que l'Iran est une démocratie sans ambition et toujours respectueuse du droit, mais un minimum de réalisme s'impose. Les drames de Syrie, d'Irak, du Yémen, de la Libye et le terrorisme justifient que l'on prenne en compte le nouveau logiciel géopolitique régional : l'Arabie saoudite et les monarchies pétrolières ont émergé en quatre décennies et se lancent dans des réformes intérieures ; la Turquie et la Russie sont redevenues des actrices de premier plan, tandis que la Chine s'affirme comme un acteur économique dominant et une sentinelle militaire discrète. Enfin, le terrorisme djihadiste s'autonomise, échappe au contrôle de ses parrains et touche directement les pays européens. Depuis le renversement du chah en 1979, la République islamique d'Iran a été « contenue », combattue et marginalisée. Une situation qui n'est plus réaliste : de nouvelles générations arrivent au pouvoir et surtout le « régime islamique » a fait l'expérience de quarante années d'islam politique. Pour durer, il est contraint peu à peu de faire des concessions à une société dont on connaît le dynamisme, et à la communauté internationale avec l'accord sur le nucléaire, connu

en anglais sous le nom de Joint Comprehensive Plan of Action. Un nationalisme iranien nouveau et complexe est en train d'émerger, qu'il serait irréaliste d'ignorer. La République islamique est loin d'être soutenue par tous les Iraniens, mais le consensus est large sur la question syrienne, la lutte contre l'organisation de l'État islamique (OEI) ou le refus d'un ordre régional américain. En opposant de façon binaire « régime » et « société », on oublie que le nationalisme a uni tous les Iraniens contre l'attaque irakienne en 1980, sur la question du nucléaire, et unirait la société en cas d'agression, surtout si elle vient de groupes minoritaires soutenus de l'étranger.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://orientxxi.info/magazine/oui-emmanuel-macron-doit-se-rendre-a-teheran,2382>

[Retour au sommaire](#)

4 – Frappes occidentales en Syrie : quel défi pour la diplomatie française ? (IRIS. Brahim Oumansour)

Des frappes par missiles ont été menées dans la nuit du vendredi 13 avril par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, en guise de riposte à l'utilisation d'armes chimiques contre des civils à Douma, imputée au régime de Bachar Al-Assad. Des dizaines d'hommes et de femmes ont été massacrés par l'attaque au gaz sarin le 7 avril dernier, accuse la ministre française des Armées, « en totale violation du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ». Une opération « limitée » et « proportionnée » qui a ciblé trois sites liés au programme de production et de mise au point d'armes chimiques du régime syrien, dans la banlieue de Damas et la région de Homs. Cette intervention est ainsi jugée « juste » et « légitime » par les trois États ayant participé aux frappes. La Ligue arabe a, à son tour, apporté sa caution à l'intervention occidentale, lors du 29^e Sommet tenu en Arabie Saoudite, pays qui cherche également à rallier les pays arabes contre l'Iran et contre les rebelles Houthis au Yémen. Cette intervention militaire, qualifiée de « mission accomplie » par le président Trump et ses alliés français et britanniques, invite pourtant à s'interroger tant sur sa légitimité morale et juridique que sur les enjeux géostratégiques qui en découlent. Sur le plan moral, ces frappes limitées – qui ne visent pas l'armée du régime – ne protègent en rien les civils face à la répression du régime syrien qui dure depuis 2011. L'intervention pourrait même provoquer un durcissement du régime syrien contre les milices rebelles (groupes de combattants et les civils) et les populations qui les soutiennent. Pourquoi alors avoir attendu sept ans pour agir ? Du point de vue du droit international, les trois États – américain, britannique et français – justifient leurs frappes par le recours à la résolution 2118 des Nations unies qui exige l'élimination en Syrie de « tous les équipements et matières liés aux armes chimiques » et prévoit des mesures en cas de non-respect par

le régime syrien de ses obligations, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies[1]. Pourtant, il reste difficile de défendre la légitimité d'une action militaire menée sans l'aval du Conseil de sécurité, d'autant que la question de l'attribution de l'utilisation des armes chimiques par le régime syrien contre des civils à Douma reste peu fondée. En effet, si Donald Trump accuse ouvertement Bachar Al-Assad d'avoir recouru à l'attaque chimique, Emmanuel Macron était moins affirmatif. Lors de son interview télévisée du dimanche 15 avril, le président français déclare avoir eu des preuves concernant l'utilisation du chlore qui, ajoute-t-il, « pouvait être attribuée au régime syrien » : une formulation nuancée révélatrice du doute sur l'origine de l'attaque chimique. Sur le plan stratégique, le président Macron justifie les frappes par un objectif : celui de réacquiescer une certaine crédibilité vis-à-vis des Russes, afin de pouvoir renégocier le processus de paix en Syrie. La coalition occidentale entend ainsi montrer à Poutine qu'il ne sera plus le seul maître du jeu dans la crise syrienne. Ainsi, au moment où l'armée du régime syrien est en train de gagner du terrain, les frappes occidentales interviennent moins pour protéger les populations que pour empêcher une éventuelle solution de paix qui serait trop favorable à Bachar Al-Assad et à ses alliés russes et iraniens. Pour la France, les conséquences risquent d'être diplomatiquement lourdes. D'abord, la décision prise par le président Macron de façon unilatérale a exacerbé les tensions non seulement au sein du Parlement français, qui n'a pas été consulté, mais surtout du Parlement européen, accentuant ainsi les divisions au détriment de la construction d'une politique étrangère commune de l'Union européenne. En endossant la politique américaine, Paris risque de perdre en plus sa crédibilité de médiateur au Moyen-Orient, notamment vis-à-vis de l'Iran et de certains pays arabes en désaccord avec la politique saoudienne.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/111686-frappes-occidentales-en-syrie-quel-defi-pour-la-diplomatie-francaise/>

Ce site est répertorié dans la rubrique THINKTANKS

de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRI SURCOUF.fr

Cliquez ici

[Voir le Billet du numéro 56 d'ESPRI SURCOUF.fr « BOMBARDEMENTS FOIREUX sur la SYRIE »](#)

[Retour au sommaire](#)

5 – « Nouvelle guerre froide » ou difficultés de redéfinir les relations avec la Russie ? (Revue de la défense nationale, Sophie Momzokof)

Depuis la crise ukrainienne de 2014, les termes de « nouvelle guerre froide », « guerre froide II » ou de « guerre froide 2.0 » font florès dans les médias russes et

occidentaux. À grand renfort de métaphores plus ou moins subtiles, les fantômes d'un passé que l'on pensait lointain sont désormais invoqués, allant jusqu'à saturer le débat public. Certes, l'expression de « guerre froide » connaissait déjà une nouvelle jeunesse dans le contexte d'une compétition entre la Chine et les États-Unis. Mais la remontée en puissance de l'armée russe, autant que la défense décomplexée de ce que Moscou décrit comme étant ses intérêts ou ceux de ses alliés, encourage l'emploi de ce terme pour désigner les relations entre la Russie, les États-Unis et l'Union européenne. À première vue, des continuités entre hier et aujourd'hui se dégagent, tant en ce qui concerne les protagonistes que les modes opératoires : guerre par procuration, diabolisation réciproque et intimidation militaire. Mais bien qu'il importe d'identifier ce que l'on peut aussi désigner par le terme de permanences historiques, peut-on pour autant parler de « nouvelle guerre froide » pour décrire le regain de tensions internationales ? Le choix des mots, étant donné les représentations qu'ils véhiculent, n'étant pas anodin, l'emploi de l'expression de « nouvelle guerre froide » ne pourrait-il pas biaiser notre rapport à la Russie, en projetant sur elle des représentations héritées du passé ? Il convient donc de déterminer si cette analogie est réellement fondée et dans quelle mesure elle est susceptible de brouiller la compréhension des objectifs de la politique extérieure russe. Elle empêcherait par là même de faire preuve de l'agilité nécessaire pour répondre aux défis que pourrait poser Moscou.

Représentations contemporaines de la Russie dans la sphère publique : le retour de l'ancien « adversaire »

En 2016, la Russie a sans conteste occupé le podium des pays passés au crible de la presse française, aux côtés de la Syrie et des États-Unis. Nombre d'articles et de contributions lui associent désormais un champ lexical emprunté à l'affrontement Est-Ouest qui marqua la seconde partie du XXe siècle. « Poutine rallume la guerre froide », titre le *Courrier international* du 3 novembre 2016, alors que *Le Figaro* du 6 octobre 2016 évoque un « retour de la guerre froide » pour décrire les relations entre Moscou et Washington. Mais quelles seraient donc les principales caractéristiques de cette « nouvelle guerre froide » évoquée dans la sphère publique ? Elles se traduiraient tout d'abord par une lutte entre deux visions du monde qui opposerait une Russie conservatrice, dirigée par un Vladimir Poutine, tantôt nouveau Tsar^[1], tantôt comparé à Staline^[2], à Hitler^[3], parfois aux deux, symbolisant la menace totale par excellence, et un monde occidental libéral, tourné vers le progrès. En d'autres termes, un nouveau « choc des civilisations » se préparerait donc^[4]. Toutefois, le fait que la tendance autoritaire d'un pouvoir faisant référence à un destin national et critiquant l'Occident ne soit pas, en l'occurrence, une spécificité russe^[5], est souvent passé sous silence. De même qu'il faudrait contenir une Russie impérialiste et agressive, cherchant à ressusciter l'URSS^[6], ce qu'illustrerait la célèbre formule de Vladimir Poutine, par ailleurs souvent citée tronquée : « Celui qui regrette l'URSS n'a pas de cœur, celui qui cherche à la reformer n'a pas de tête. » Selon cette logique, les anciennes républiques soviétiques, en particulier les pays

baltes, seraient dans le viseur d'une Russie cherchant à recréer son ancien empire. Ou encore, à l'aune du *Russiagate* et des cyberattaques « venues de l'Est », se dessinent dans la presse américaine les contours effrayants du visage d'un ennemi omnipotent, coupable d'ingérence et capable à lui seul de changer le destin politique d'une nation tout entière^[7]. L'activation par Moscou des canaux de son *soft power* de manière ouverte et décomplexée^[8], pour preuve, les sites d'information financés par le Kremlin (*Sputnik* ou *RT*), peut rappeler les plus chaudes heures de la guerre froide. En outre, les sanctions prises à l'égard de la Russie semblent redonner corps au fantôme d'une URSS isolée de l'Occident. Enfin, la remontée en puissance de l'armée russe depuis 2008^[9], sa projection en Ukraine en 2014 et en Syrie en 2015, font planer le risque d'un conflit indirect. C'est ainsi que ces divers éléments du contexte géopolitique récent alimentent la rhétorique d'une « nouvelle guerre froide ». Ce terme n'est toutefois pas neuf, même s'il s'impose en 2014, à la lumière de la crise ukrainienne. Il fut déjà employé en 2005-2006, à la faveur du conflit gazier où Kiev et Moscou s'affrontèrent, puis en 2008, à l'issue de la guerre russo-géorgienne^[10].

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.geostrategia.fr/nouvelle-guerre-froide-ou-difficultes-de-redefinir-les-relations-avec-la-russie/>

[Retour au sommaire](#)

Ce site est répertorié dans la rubrique LETTRES etREVUES

de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRITSURCOUF.fr

Cliquez ici

6 – La Chine veut garder la main sur la Corée du Nord (Libération, Nelly Didelot)

Le ministre chinois des Affaires étrangères était en visite à Pyongyang mercredi et jeudi. L'occasion pour Pékin de rappeler que rien ne se réglera sans son accord dans la péninsule coréenne. La frénésie diplomatique se poursuit dans la péninsule coréenne. Après le sommet intercoréen historique du 27 avril et avant la rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump, c'est la Chine qui est entrée dans la danse cette semaine. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, s'est rendu à Pyongyang ces deux derniers jours pour la première fois depuis onze ans. Il s'y est fait le promoteur de la paix, en soutenant la détente et la dénucléarisation de la péninsule. Sa visite est avant tout un message politique envoyé aux autres acteurs de la question coréenne. Pékin entend toujours peser dans ce dossier, alors que les rencontres historiques se multiplient. Après avoir mis l'accent sur la bonne volonté du régime nord-coréen, le chef de la diplomatie chinoise a soutenu «*ses préoccupations légitimes en matière de sécurité dans le processus de*

dénucléarisation». La Chine souhaite, elle, «renforcer la communication [avec la Corée du Nord] et continuer un rôle positif dans la recherche d'une solution politique au problème de la péninsule coréenne», a-t-il affirmé. La visite du chef de la diplomatie chinoise est aussi une aubaine pour Pyongyang. «La reprise des visites bilatérales de haut niveau permet à la Corée du Nord de ne pas entrer dans les négociations avec les Etats-Unis en apparaissant comme isolée, explique Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. Elle va chercher à utiliser l'opposition croissante entre la Chine et les Etats-Unis pour maximiser les concessions des deux côtés, comme elle l'avait déjà fait pendant la guerre froide entre la Chine et l'URSS.»

«Trois objectifs»

La Chine reste un acteur incontournable du dossier coréen. Comme signataire de l'armistice de 1953 – toujours en vigueur aujourd'hui – elle a un rôle essentiel à jouer dans la négociation d'un véritable traité de paix, annoncé par les deux dirigeants coréens à l'issue du sommet de Panmunjom. Elle est toujours le principal partenaire diplomatique et commercial de Pyongyang, bien que les relations entre les deux Etats soient fluctuantes. Depuis les derniers essais nucléaires du régime des Kim, la Chine applique les sanctions économiques décrétées par l'ONU, alors qu'elle représentait jusqu'en 2016 plus de 90% du commerce extérieur nord-coréen. Maintenant que les tensions semblent s'apaiser, les investisseurs chinois préparent déjà l'ouverture économique de la Corée du Nord. Ces dernières semaines, le prix de l'immobilier a augmenté de 20 à 30% à Dandong, principale ville chinoise à la frontière nord-coréenne.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.liberation.fr/planete/2018/05/04/la-chine-veut-garder-la-main-sur-la-coree-du-nord_1647546

[Retour au sommaire](#)

7 – Du Yémen au Liban, les offensives douteuses de l'Arabie saoudite (Orient XXI, Gabrielle Vom Bruck)

Désormais, le prince héritier saoudien Mohamed Ben Salman est devenu l'homme fort du royaume et le porteur d'une politique étrangère interventionniste. Mais les résultats ne sont pas au rendez-vous, ni au Yémen ni au Liban. À la veille de la visite officielle du prince héritier saoudien Mohamed Ben Salman au Royaume-Uni, en mars 2018, le ministre des affaires étrangères Adel Al-Jubeir, producteur accompli d'argumentaires politiques¹, a expliqué dans une interview à la BBC : « *La guerre au Yémen nous a été imposée. Ce n'est pas une guerre que nous avons choisie. C'était une guerre pour appuyer un gouvernement légitime et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous n'avons pas demandé à faire cette guerre*². » Les analystes occidentaux affirment souvent que depuis l'intronisation du roi Salman en

2015, l'Arabie saoudite mène une politique étrangère plus affirmée et plus stratégique que sous ses prédécesseurs. Ses récentes initiatives visant à modifier le *statu quo* dans plusieurs pays de la région sont sans doute les plus audacieuses qu'ait connues l'Arabie saoudite depuis la seconde guerre mondiale. En alliance avec plusieurs autres États, l'Arabie saoudite a récemment lancé une campagne militaire au Yémen (depuis 2015), bloqué le Qatar (depuis 2017) et forcé le premier ministre libanais Saad Hariri à démissionner (2017). Pour le *New York Times*, ce dernier épisode « *n'était qu'un chapitre dans l'histoire du prince Mohamed, le jeune héritier ambitieux déterminé à bouleverser les structures du pouvoir non seulement de son propre pays, mais de toute la région* ». L'article se concentrait sur les liens entre les crises au Yémen et au Liban, à travers l'accent mis par la rhétorique saoudienne sur l'Iran et le Hezbollah. Si ces rivalités régionales sont importantes, la façon dont l'Arabie saoudite « gère » le Yémen et le Liban présente certains parallèles. Les dirigeants des deux pays ont été traités par les autorités saoudiennes comme s'ils étaient des vassaux du roi. Dans ce qui suit, nous examinerons le déploiement par l'Arabie saoudite de techniques disciplinaires dans les deux États souverains, dans les limites du peu d'informations disponibles, en particulier pour le Yémen. Nous commencerons par la guerre de l'Arabie saoudite au Yémen, puis passerons à la question de la légitimité d'Abd Rabbo Mansour Hadi, et à la manière dont les autorités saoudiennes utilisent l'autorité de la chose écrite comme instrument de politique étrangère.

L'EXPÉRIENCE DE LA GUERRE DE 2009-2010

Le 25 mars 2015, l'Arabie saoudite a lancé une campagne militaire au Yémen, justifiée selon elle pour deux raisons : le président Hadi la demandait, et la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU, décidée après le début des bombardements, soutenait son retour au pouvoir. L'intervention a été présentée comme une mission de sauvetage. Par conséquent, on n'a soulevé ni les questions éthiques et juridiques autour du pouvoir au Yémen ni celles du précédent constitué par l'intervention d'États arabes dans des pays voisins. Hostile au leadership charismatique exercé par certains imams zaydites jusqu'en 1962 et par les houthistes entre 2003 et 2015, Mohamed Ben Salman a décidé de s'engager dans un projet ambitieux visant à reconfigurer le paysage politique du Yémen : défaire la révolution de 2011, annuler les gains territoriaux des houthistes, (ré)instaurer un régime ami, et éventuellement restaurer les institutions salafistes.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://orientxxi.info/magazine/du-yemen-au-liban-les-offensives-douteuses-de-l-arabie-saoudite,2430>

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSE

1 – Le chef du Pentagone révèle que les forces spéciales françaises ont été renforcées en Syrie (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Fin mars, à l'issue d'une rencontre entre le président Macron, des représentants d'une délégation des Forces démocratiques syriennes, composées de milices kurdes et de groupes arabes armés, annoncèrent que la France allait renforcer sa présence militaire à Manbij, localité alors menacée par l'opération turque « Rameau d'olivier ». Et cela supposait le renfort des forces spéciales françaises déjà déployées en Syrie. Plus tard, une source, à l'Élysée, précisa que « si le président [Macron] estimait que, pour atteindre nos objectifs contre Daesh, on avait besoin un moment donné de repropotionner notre intervention militaire, il faudrait le faire, mais ce serait dans le cadre existant » de la coalition. Et puis on en resta là, le ministère des Armées étant toujours très discret dès qu'il est question des missions assignées au Commandement des opérations spéciales (COS). Lors de la conférence de presse qu'il a donnée aux côtés du président Trump lors de sa visite officielle à Washington, M. Macron a indiqué que la France avait « décidé d'augmenter sa contribution à la coalition » anti-jihadiste, avant de souligner qu'elle restait « totalement impliquée dans la lutte contre Daesh [EI ou État islamique] ». Comme, les moyens aériens de l'opération Chammal n'avaient pas été renforcés et qu'il n'était pas question d'envoyer en Irak plus d'artilleurs [TF Wagram] et d'instructeurs [TF Monsabert et TF Narvik], l'on pouvait penser que cette « augmentation » de la contribution française à la coalition concernait le COS. Ce que le chef du Pentagone, James Mattis, a confirmé, ce 26 avril. « Les Français nous ont renforcés en Syrie avec des forces spéciales au cours des deux dernières semaines », a-t-il en effet indiqué, lors d'une audition au Congrès.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.opex360.com/2018/04/26/chef-pentagone-revele-forces-speciales-francaises-ont-ete-renforcees-syrie/>

[*Retour au sommaire*](#)

2 – Visite de la MINARM et de la directrice centrale du SSA : modernité et excellence au sein de l'HIA Laveran (Défense, service de santé des armées)

Le vendredi 20 avril 2018, Madame Florence Parly, Ministre des Armées a visité l'hôpital d'instruction des armées Laveran. Le choix de l'HIA Laveran s'est appuyé sur l'engagement quotidien de son personnel pour le soutien et la prise en charge des militaires blessés et sur sa participation à la mission de service public au cœur de Marseille.

La ministre des Armées a été accueillie par Pierre Dartout, Préfet de région PACA, en présence de la Médecin général des armées Maryline Gygax Généro, Directrice centrale du SSA, de Monsieur Claude d'Harcourt, Directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) PACA, des hautes autorités militaires du territoire et plusieurs élus locaux (Guy Tessier, député de la 6^e circ de Marseille, Mohamed Laqhila, député de la 1^{re} circ, Alexandra Louis, député de la 13^e circ, Stéphane Ravier, sénateur, Joelle Melin, Députée européenne, Sandrine D'Angio, maire des 13^e et 14^e arrondissements, Christophe Massé, conseiller départemental des Bouches-du-Rhône). Guidé par le Médecin général inspecteur Michel Guisset, Médecin-chef de l'HIA Laveran, la visite a débuté par le nouveau service d'accueil des urgences. Par la suite, les autorités présentes ont pu assister à un exercice d'un réalisme impressionnant mené par le Médecin en chef Eric, chef du Pôle Bloc, Anesthésie, Réanimation, Urgences (BARU) : la pose d'un drain thoracique sur un mannequin interactif dans la salle de déchocage dans laquelle les blessés en extrême urgence sont reçus. Puis, le Médecin en chef Emmanuel, chef du service d'accueil des urgences, a présenté son service. Il prend en charge plus de 23 000 passages par an (urgences de proximité, blessés graves et soins critiques) et participe à la prise en charge pré-hospitalière des gardes du SAMU 13 et de l'alerte Dragon 13 (secours hélicoptés). Le Médecin en chef Yann, chef du service d'imagerie médicale, en présentant le second scanner des urgences, a rappelé la place déterminante de l'imagerie médicale dans le cadre de l'urgence. Elle structure bien souvent le parcours de soins des patients. La visite s'est poursuivie autour du 2^e axe stratégique du projet d'établissement de l'HIA Laveran : la réhabilitation du blessé, qui associe une réadaptation globale et cohérente de la blessure physique et psychique. Le Médecin en chef Laurent, chef de pôle, a présenté le plateau de rééducation fonctionnelle qui accueille en majorité des militaires victimes de traumatismes. La ministre des armées a eu l'occasion de s'entretenir longuement avec les militaires blessés afin de les encourager et de les assurer de son soutien indéfectible. Puis, le Médecin en chef Frédéric, chef du service de psychiatrie et son équipe ont pu mettre en lumière l'action de leur service orientée vers la patientèle militaire et ouverte au territoire de santé dans le champ du traumatisme psychique. Deux mises en œuvre innovantes complétaient la démonstration : le projet de recherche sur la médiation équine dédiée aux militaires souffrant d'état de stress post-traumatique et la consultation d'aide à la parentalité au profit des militaires et de leurs familles qui s'inscrit pleinement dans le plan famille développée par le ministère des armées. Au terme de cette visite, la Médecin général des armées Maryline Gygax Généro a remis la médaille des blessés au Médecin en chef Emmanuel blessé au combat dans le cadre de l'opération Barkhane en janvier dernier avant que Florence Parly ne lui remette la Légion d'honneur. Lors de son discours, la ministre des armées a rappelé l'engagement du service de santé des armées auprès des forces armées, et a insisté dans un moment chargé d'émotion et de dignité toute la force et le courage du Médecin en chef Emmanuel. À travers cette visite, la ministre des armées a salué le service de santé des armées dans son ensemble qui montre pleinement sa vocation : « *servir la France, servir les militaires blessés dans leur chair ou dans leur âme, les*

accueillir à leur retour d'opération, leur offrir les soins dont ils ont besoin ». Enfin, devant les autorités civiles et militaires, dans ce quartier de Marseille le plus densément peuplé, la ministre a rappelé l'apport du ministère des armées où Laveran joue un rôle clé pour l'accès aux soins.

[Retour au sommaire](#)

3 – Chammal : le cap des 8000 sorties aériennes est franchi (Défense, armée de l'air)

Les avions de l'opération Chammal viennent de franchir le cap des 8000 sorties aériennes ce lundi 23 avril 2018. La première mission, réalisée le 19 septembre 2014, regroupait une patrouille de *Rafale* accompagnée d'un *C135*. La mission du 23 avril, permettant de franchir le cap des 8000 sorties, a été conduite par une patrouille de *Rafale* qui effectuait une mission de *Close Air Support*. Pilier français de l'opération *Inherent Resolve*, qui regroupe désormais 75 pays et organisations internationales, l'opération Chammal se poursuit. Les avions français mènent des opérations quasi quotidiennes contre Daech aux côtés de leurs camarades de l'armée de terre engagés en Irak dans les *Task Force Wagram*, *Narvik* et *Monsabert*. Regroupant aujourd'hui une dizaine d'appareils, essentiellement des *Rafale*, sur la base aérienne projetée en Jordanie et sur la base aérienne aux Émirats arabes unis, la composante aérienne de l'opération Chammal a pu compter jusqu'à une quarantaine d'avions avec l'engagement du groupe aéronaval, notamment lors de la bataille de Mossoul.

Depuis plus de trois ans, ces appareils réalisent différentes missions aériennes au quotidien :

- **Le renseignement dans la profondeur** pour l'*Atlantique 2* et les *Rafale A* et *M* au-dessus des territoires irakien et syrien. Les missions de renseignement sont fondamentales pour cartographier l'adversaire et analyser son comportement en coordination avec nos alliés. Le produit de ces missions est exploité en synergie au sein de la coalition.
- **Les frappes planifiées et le *Close Air Support*** pour les *M2000*, les *SEM* et les *Rafale A* et *M*, permettant de frapper les infrastructures de Daech et de fournir un appui aérien aux forces armées irakiennes ainsi qu'aux forces démocratiques syriennes.
- **Le ravitaillement en vol** pour le *C135 FR* au profit de tous les avions des pays de la coalition ayant engagés des forces aériennes dans l'opération *Inherent Resolve*.
- **Les missions de coordination et de contrôle** pour les *AWACS E3F* et *E2C* et ponctuellement l'*ATL2*. La France, à tour de rôle avec quelques autres pays de la coalition, surveille le ciel irakien, contrôle et coordonne les missions des avions français et alliés de la coalition.

- **Le transport logistique** pour les A400M Atlas, en ayant permis en plus de 3 ans, depuis la métropole et entre les différents spots Chammal de l'opération, en Irak, au Qatar, aux Émirats arabes unis et en Jordanie, l'acheminement de 8500 tonnes de fret.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.

[Retour au sommaire](#)

4 – Général de Grammont : « Nos soldats, nos missions méritent d'être relayées et valorisées (Défense, armée de terre) »

Ce vendredi 4 mai, une dizaine d'élus de Nouvelle-Aquitaine a rendez-vous sur la base du 13^e régiment de dragons parachutistes pour assister à une présentation de l'armée de Terre. Cette action de rayonnement vise à leur faire davantage connaître les unités stationnées dans leur région. A cette occasion, le général de Boubée de Gramont, commandant la zone Terre sud-ouest, dresse le portrait de ce territoire empreint d'unités d'élite et y précise les apports de Scorpion et de la loi de programmation militaire.

A – Mon général, quelles sont les caractéristiques de “votre ” zone Terre ?

Elle couvre désormais les 12 départements de la Nouvelle Aquitaine ; on y trouve 10 régiments, 2 états-majors et 3 écoles de l'armée de Terre, ainsi que de nombreux camps et terrains d'exercice dont le camp national de la Courtine. **Ceci représente 11 500 personnes sur les 32 000 de la zone de Défense et de sécurité sud-ouest.** En Gironde-même, on compte actuellement 11 600 personnes de la Défense, dont environ 2 000 sont des militaires de l'armée de Terre, essentiellement basés sur Bordeaux, Martignas et Vayres. Les unités de l'armée de Terre dans le sud-ouest ont des caractéristiques marquées ; on trouve notamment l'ensemble des forces spéciales Terre, des parachutistes, la plus grande base d'hélicoptères d'Europe à Pau et la 9^e brigade d'infanterie de Marine. Ce sont **des unités d'élite au passé prestigieux et payant le prix du sang** car fortement engagées au quotidien dans des opérations exigeantes – BARKHANE au Sahel, Liban et CHAMMAL au Levant.

B – Quelles sont les incidences de la future loi de programmation militaire en Nouvelle-Aquitaine ?

L'armée de Terre participe au service militaire volontaire, avec le centre créé à La Rochelle, qui a récupéré les traditions et le drapeau du 57^e RI (régiment de tradition de la Ville de Bordeaux). Il devrait voir largement augmenter sa capacité d'accueil de stagiaires sur la durée de la LPM. Les trains roulants du VBMR léger **seront construits à Limoges**, pour près de 1000 exemplaires. Le programme SCORPION impliquera **d'importants travaux d'infrastructures techniques** à Poitiers, Angoulême, Brive et à Vayres, spécifiquement pour la maintenance. La construction d'une **infrastructure de niveau bataillon pour le nouvel hélicoptère NH90** devrait débiter à Pau incessamment. Enfin, alors que les LPM précédentes ne se focalisaient que sur les grands programmes d'armement, **le soldat est au centre de cette LPM « à hauteur d'homme »** ce qui nous fournit de vraies opportunités pour améliorer le quotidien du soldat, en particulier dans nos garnisons de Nouvelle-Aquitaine. Tout ceci se traduit dans le projet de l'armée de Terre baptisé « Au contact ».

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/ge-ne-ral-de-gramont-nos-soldats-nos-missions-me-ritent-d-e-tre-relaye-s-et-valorise-s>

[Retour au sommaire](#)

5 – Général Lecointre : l'Etat islamique est une « hydre » qu'il faudra surveiller en « permanence » pour éviter son retour. (Zone militaire, Laurent Lagneau)

Bien qu'ayant perdu la ville de Syrte, dont elle s'était assuré le contrôle en 2015, la branche libyenne de l'État islamique (EI ou Daesh) n'a pas encore été éradiquée. Loin de là même puisqu'elle a revendiqué, le 3 mai, un attentat suicide qui, commis contre le siège de la Haute commission électorale (HNEC), à Tripoli, a fait 14 tués selon un dernier bilan. En Afghanistan, en dépit de l'élimination régulière de ses cadres par les forces américaines (le dernier en date étant un certain Qari Hikmat), la branche afghano-pakistanaise de l'EI (EI-K), multiplie les attaques. Le 30 avril, un énième attentat a fait au moins 25 morts, dont plusieurs journalistes, près du siège des services de renseignements afghans (NDS) à Kaboul. Le 2 mai, au Nigéria, deux attentats suicides contre la mosquée et le marché de la localité de Mubi, ont tué au moins 86 personnes. Ils ont été attribués à Boko Haram, lequel compte deux factions depuis son allégeance à l'EI il y a trois ans. Pourtant affaibli par les opérations de la Force multinationale mixte (FMM), déployée par les pays de la commission du Lac Tchad, ce groupe jihadiste commet régulièrement des attaques et des coups de main, comme l'a encore récemment montré le nouvel assaut qu'il a lancé à Maiduguri et, plus généralement, les pertes subies par la FMM (22 tués en avril). Au Sahel, malgré les coups portés par la force Barkhane et l'armée malienne (appuyées par les groupes d'autodéfense pro-Bamako), l'État islamique au Grand Sahara

(EIGS) est soupçonné d'être à l'origine du massacre d'au moins une quarantaine de civils au sud de l'axe In Delimane-Ménaka [Mali]. Et il a revendiqué, en avril, ses premières attaques au Burkina Faso [dont l'assassinat du maire de Koutougou et le rapt d'un enseignant]. « L'État islamique continue encore d'exister, malheureusement. De manière résiduelle au Levant, en particulier », a déploré le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées (CEMA), alors qu'il était l'invité de CNEWS, ce 4 mai. « C'est une hydre dont il faudra en permanence contrôler qu'elle ne soit pas en train de se réveiller », notamment en Irak et en Syrie, a-t-il ajouté. Justement, le Pentagone a récemment mis en garde contre une résurgence de l'EI en Syrie. Mais cela vaut aussi pour l'Irak, où il a anticipé sa défaite à Mossoul pour revenir à la clandestinité et mener une guerre insurrectionnelle, en particulier dans les zones rurales que les forces irakiennes ont encore du mal à contrôler. Dans ces conditions, un retrait de la coalition de Syrie (et/ou d'Irak) avant l'éradication de Daesh serait prématuré. Et c'est ce qu'a fait valoir le général Lecointre, alors que le président Trump, a évoqué à plusieurs reprises le départ « prochain » des troupes américaines de ce théâtre d'opérations. « Nous avons largement réussi face à l'EI. Nous réussissons face à n'importe qui, militairement. Mais parfois, il est temps de rentrer à la maison. Et nous pensons à ça très sérieusement », a-t-il en effet déclaré. « La priorité, c'est la défaite de Daesh. Donc je pense qu'avec les Américains nous resterons, et je n'imagine pas que les Américains partent jusqu'à ce que Daesh soit défait. Le reste est une décision du politique », a affirmé le CEMA. La semaine passée, James Mattis, le secrétaire américain à la Défense, avait affirmé que les forces françaises avaient été renforcées en Syrie. « Je ne commente pas le nombre de forces spéciales, je ne commente pas non plus leur position », a dit le général Lecointre. « Ce qui est vrai, c'est que nous conduisons aujourd'hui en Syrie la lutte contre Daesh là où les dernières poches de résistance existent, dans la moyenne vallée de l'Euphrate, dans la zone entre la Syrie et l'Irak, et on le fait par tous les moyens, aériens, terrestres [...] y compris les forces spéciales », a conclu le CEMA. Le 1er mai, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde soutenue par la coalition dirigée par les États-Unis, ont annoncé le lancement de la phase « finale » de leur offensive contre l'EI dans la province syrienne de Deir ez-Zor. Le chef du Conseil militaire des FDS, Ahmed Abou Khawla, a en outre confirmé que la coalition internationale avait renforcé ses effectifs afin de soutenir cette « phase finale » de l'offensive contre Daesh. « Nos forces vont libérer ces zones (où l'EI est présent) et sécuriser la frontière avec l'Irak une fois pour toute », a assuré Lilwa Abdallah, une porte-parole de l'alliance arabo-kurde. Selon l'état-major français, l'EI disposerait encore de 2.000 combattants dans les derniers secteurs encore sous son emprise.

[Retour au sommaire](#)

6 – L’ONERA, une pépite au cœur de la politique d’innovation du ministère des armées (La Tribune, Michel Cabirol)

Pour la troisième année consécutive, l’ONERA a affiché un bénéfice net comptable positif en 2017 (7,6 millions d’euros) (Crédits : ONERA) Remis en ordre de marche, l’ONERA pourrait être le fer de lance de la politique d’innovation du ministère des Armées. La ministre des Armées Florence Parly peut compter en matière d’innovation – un thème qui lui est cher – sur l’ONERA remis au carré depuis trois ans après avoir connu de très sévères difficultés. Respecté dans le monde entier (États-Unis, Japon, Russie, Chine, Singapour, Corée...) pour ses compétences très pointues dans certains domaines critiques (dissuasion, accéléromètre, optique, souffleries, radar à basse fréquence, furtivité...), cet organisme de recherches dans l’aéronautique et la défense reste un *“outil de défense de premier plan, gage de la souveraineté de la France dans ce domaine”*, avait estimé la députée LREM, Frédérique Lardet dans son rapport sur le projet de loi de finances pour 2018. Selon le président de l’ONERA Bruno Sainjon, *“il y a un renforcement significatif des liens”* entre le ministère des Armées et l’ONERA au moment où de nombreuses puissances réarment et où la course scientifique et technologique s’accélère. Ainsi, le ministère des Armées *“s’appuie davantage sur l’ONERA pour répondre à son besoin d’expertise”*. Ce qui a permis à cet organisme de recherche d’être considéré comme *“l’expert”* et le *“réfèrent”* dans les domaines *“optique et électromagnétique”* et de recevoir *“des notifications”* de contrats d’études de la part de la direction générale de l’armement (DGA), précise Bruno Sainjon, qui a présenté jeudi les résultats de 2017 de l’ONERA. Ainsi, l’ONERA travaille sur des nouveaux sujets comme les nouveaux types de satellite optique, la surveillance de l’espace et l’alerte avancée antimissile.

L’ONERA va mieux, beaucoup mieux

Pour la troisième année consécutive, l’ONERA a affiché un bénéfice net comptable positif en 2017 (7,6 millions d’euros). L’an dernier, le budget s’était établi à 228 millions d’euros, dont une subvention de l’État de 114,7 millions d’euros (104,7 millions de subvention et 10 millions de subvention exceptionnelle versée par la DGA). Hors subvention exceptionnelle, l’aide de l’État représente moins de la moitié des ressources de l’ONERA, contrairement à la situation d’organismes similaires, des établissements publics industriels et commerciaux (EPIC), que sont, par exemple, le CNES ou le CEA. La part de subvention publique de leur budget était, en 2014, respectivement de 70% et 58%. En 2017, l’ONERA a obtenu 113 millions d’euros de commandes (contre 130 millions en 2016), dont 23 millions pour les souffleries. Soit une baisse de 13%. En revanche, l’activité soufflerie confirme son nouvel élan. Sur ce volume de commandes, il a reçu 24,1 millions de commandes à l’étranger, dont la Corée du Sud (soufflerie), la Belgique (Clean Sky), les États-Unis (accéléromètres) et Singapour (défense). Des commandes qui font vivre l’ONERA puisque sans elles, l’activité de cet organisme s’arrêterait fin août (153 millions

d'euros de masse salariale). Grâce à cette meilleure situation économique, l'ONERA a pu investir beaucoup plus : 25,8 millions d'euros en 2017 (21,3 millions en 2016).

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/l-onera-une-pepite-au-coeur-de-la-politique-d-innovation-du-ministere-des-armees-777348.html>

[Retour au sommaire](#)

ÉCONOMIE

1 – Airbus, Dassault Aviation et Leonardo réaffirment leur engagement total envers le premier programme de drone MALE 100% européen (Dassault, communiqué)

Le 26 avril 2018, la première maquette grandeur nature du drone européen de moyenne altitude et longue endurance MALE RPAS a été dévoilée lors d'une cérémonie organisée à l'occasion du Salon aéronautique ILA 2018 de Berlin, qui a ouvert ses portes sur l'aéroport Schönefeld.

- Présentation d'une maquette grandeur nature au Salon ILA 2018 de Berlin
- Un programme stimulant pour le développement de hautes technologies en Europe
- Une situation budgétaire optimisée grâce à la mutualisation des fonds de recherche et développement

Berlin, le 26 avril 2018 – La première maquette grandeur nature du drone européen de moyenne altitude et longue endurance MALE RPAS a été dévoilée aujourd'hui lors d'une cérémonie organisée à l'occasion du Salon aéronautique ILA 2018 de Berlin, qui a ouvert ses portes sur l'aéroport Schönefeld. Cette cérémonie, présidée par Dirk Hoke, CEO d'Airbus Defence and Space, Éric Trappier, Président-Directeur général de Dassault Aviation, et Lucio Valerio Cioffi, Directeur général de Leonardo Aircraft, confirme l'engagement des quatre États européens et des partenaires industriels à développer conjointement une solution souveraine pour la défense et sécurité de l'Europe. La présentation d'une maquette grandeur nature et la réaffirmation de l'engagement pris interviennent à l'issue d'une étude de définition d'environ deux ans, lancée en septembre 2016 par les nations partenaires, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, consécutivement à la Déclaration d'intention signée en mai 2015 portant sur le développement d'un système de drone européen de moyenne altitude et longue endurance (MALE). « Même s'il reste encore beaucoup à faire, cette maquette grandeur nature est une première ébauche de ce que l'Europe est capable de réaliser dans un domaine de haute technologie lorsqu'elle unit ses moyens industriels et son savoir-faire », a déclaré Dirk Hoke, CEO d'Airbus Defence and Space. « Le drone MALE RPAS sera l'un des futurs garants de la souveraineté de l'Europe. Ce programme cadre parfaitement avec les besoins capacitaires urgents des forces armées européennes. Grâce à une mutualisation avisée des fonds de recherche et développement, ce partenariat innovant soulage également les contraintes budgétaires des pays participants », a-t-il ajouté.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.dassault-aviation.com/fr/groupe/presse/press-kits/airbus-dassault-aviation-leonardo-reaffirment-engagement-total-envers-premier-programme-de-drone-male-100-europeen/>

[*Retour au sommaire*](#)

2 – Dassault et Airbus donnent le coup d'envoi au futur avion de combat franco-allemand (Les Echos, Bruno Trévidic et Thibaut Madelin)

Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation (à gauche) et Dirk Hoke, directeur général d'Airbus Defence & Space, ont annoncé leur accord à Berlin. – *Dassault*

Les deux industriels sont parvenus à un accord pour développer le futur avion de combat européen, porté par la France et l'Allemagne. Une fois n'est pas coutume, Dassault Aviation et Airbus Defence & Space ont grillé la politesse aux responsables politiques. Les deux groupes ont annoncé ce mercredi, la signature d'un accord qualifié d'historique pour développer le futur avion de combat européen, appelé à remplacer les Eurofighter et les Rafale vers 2035-2040. Si la signature d'un tel accord au salon aéronautique de Berlin (ILA) était attendue, son annonce aurait dû intervenir ce jeudi, lors de la conférence de presse commune des ministres de la défense français et allemand.

Envoyer un message

Eric Trappier, le PDG de Dassault Aviation et Dirk Hoke, le directeur général d'Airbus Defence & Space, ont apparemment jugé que l'annonce de leur accord serait un bon message envoyé aux décideurs politiques. « *C'est un accord de principe, pour dire que nous sommes prêts, a expliqué Eric Trappier. Nous disons à nos ministères de la Défense, à nos responsables politiques : nous sommes prêts, à présent allez-y* ». « *Nous devons nous mettre immédiatement au travail afin d'élaborer ensemble une feuille de route commune [...] afin de répondre aux exigences et de respecter les délais qui seront fixés par les deux Etats*, a indiqué pour sa part, le patron d'Airbus Defence & Space. *Le lancement d'une étude initiale commune par la France et l'Allemagne dès cette année est donc d'une importante critique pour soutenir cet effort* ».

Signature officielle ce jeudi

Message apparemment reçu cinq sur cinq. La ministre des armées Florence Parly et son homologue allemande Ursula von der Leyen signeront ce jeudi après-midi le document consacrant la décision de la France et de l'Allemagne de développer le « système de combat aérien du futur » (SCAF). « *Il s'agit d'une première historique et d'un pas décisif pour l'Europe de la défense*, affirme le ministère français des armées. *La signature de ce document, quelques mois seulement après le conseil franco-allemand de défense et de sécurité de juillet 2017 qui avait initié ce projet, est une illustration de la détermination de la France et de l'Allemagne à agir rapidement pour l'Europe de la défense* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/0301609217983-dassault-et-airbus-donnent-le-coup-denvoi-au-futur-avion-de-combat-franco-allemand-2171886.php>

[Retour au sommaire](#)

3 – Valorisation boursière : l’enterrons pas trop vite les GAFA (Le nouvel économiste, Bertrand Jacquillat)

En être ou pas ? Jusqu’où durera leur hausse, et jusqu’à quand ?

© LNE

Les Gafa (Facebook, Amazon, Apple, Google, Microsoft), appelées FANG chez les Anglo-Saxons, suscitent à la fois une véritable fascination et un sentiment de rejet chez les investisseurs. David Einhorn, un des gérants américains de hedge funds les plus médiatiques, appartient à la seconde catégorie. Il a disparu de la liste 2017 des dix gérants professionnels américains les mieux rémunérés à cause de la médiocrité de ses performances. Depuis maintenant près de trois ans, ce gérant a mis sens dessus dessous l’une des maximes d’un pape de l’industrie, Julian Robertson, fondateur du fonds Tiger, un octogénaire encore actif dans la gestion de portefeuille spécialisé dans la sélection de titres. Il décrivait son métier dans des termes simples en affirmant que celui-ci consistait à acheter les titres des sociétés bien gérées et à vendre à découvert les actions des sociétés mal gérées. David Einhorn fit exactement l’inverse en disant pis que pendre de Netflix et en vendant le titre à découvert, qui réalisa en moins de trois ans la performance stratosphérique de 574 %, et en achetant des actions pas chères en termes de ratios de valorisation mais qui entre-temps pour certaines d’entre elles firent faillite...

“Les gérants de portefeuille doivent prendre position sur cette question des Gafa : en être ou ne pas en être ? Jusqu’où ira leur hausse et jusqu’à quand durera-t-elle ?”

C’est le dilemme auquel ont à faire face tous les gérants de portefeuille aujourd’hui qui doivent d’une manière ou d’une autre, comme David Einhorn, prendre position sur cette question des Gafa : en être ou ne pas en être ? Jusqu’où ira leur hausse et jusqu’à quand durera-t-elle ? Elles ont eu des performances exceptionnelles ces dernières années. Toutes ont une capitalisation boursière plus ou moins proche de 1 000 milliards de dollars, avec en tête Apple (avec 840,9 Mds\$ mais qui a dépassé les 900 Mds\$ en février), que suivent dans un mouchoir de poche Amazon (740 Mds\$), Microsoft (731,5 Mds\$) ou encore Google (746,3Mds\$). Le “jeu de société” des gérants aujourd’hui consiste à parier sur laquelle de ces valeurs atteindra le cap mythique des 1 000 Mds\$, un chiffre supérieur au PIB de pays comme la Malaisie, le Pakistan, l’Argentine ou les Pays-Bas, et équivalent à la somme des dix capitalisations boursières françaises les plus élevées, dont LVMH, Total, L’Oréal, Sanofi, BNP Paribas, etc.

Les motifs de rejet ne manquent pas

Ceux qui se livrent à ces paris ont une fascination pour ces valeurs technologiques, même si leurs niveaux de valorisation peuvent paraître élevés. Encore que le PER d’Apple est inférieur à celui du marché, mais celui d’Amazon atteint des niveaux stratosphériques. Certes la rentabilité de celle-ci est faible, mais son emprise sur le commerce mondial ne cesse de croître.

“Le débat continuera à faire rage sur le fait de savoir si les valorisations de ces sociétés à forte croissance et faible rentabilité comme Amazon ou Netflix ne sont pas excessives”

Le débat continuera à faire rage sur le fait de savoir si les valorisations de ces sociétés à forte croissance et faible rentabilité comme Amazon ou Netflix ne sont pas excessives. Et les motifs de rejet de ces sociétés ne manquent pas, ne serait-ce que leur taille même et les risques de réglementation qu’elles suscitent, avec les menaces de tous ordres qu’elles représentent pour la vie personnelle des populations (Facebook ou Google), pour la pérennité du commerce traditionnel (Amazon), etc. Et d’ailleurs, les marchés s’en inquiètent avec un certain tassement de leurs cours depuis le mois de mars. Certes, les arbres ne montent pas jusqu’au ciel, mais ces sociétés sont sans doute encore loin de l’avoir atteint, leur croissance étant année après année

très élevée, et les disruptions qu'elles provoquent dans l'économie très pérennes. N'enterrons donc pas trop vite les Gafa sous prétexte qu'elles ont du mal à s'insérer dans les modèles de valorisation traditionnels.

[Retour au sommaire](#)

4 – Concentrations : la commission autorise, sous conditions, le rachat de Rockwell Collins par UTC (commission européenne, communiqué)

La Commission européenne a autorisé, en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, le rachat de Rockwell Collins par United Technologies Corporation (UTC) dans le secteur aérospatial. La décision est subordonnée à la cession d'activités dans le domaine des actionneurs, des commandes de vol, des systèmes de protection contre le givrage et des circuits oxygène. M^{me} Margrethe **Vestager**, commissaire chargée de la politique de concurrence, a fait la déclaration suivante: *«Lorsque nous prenons l'avion, nous ne pensons généralement pas aux nombreux composants qui entrent dans la construction de l'appareil. UTC et Rockwell Collins sont deux des plus grands fournisseurs de ces composants au niveau mondial. Nous devons faire en sorte de préserver le jeu de la concurrence pour chacun d'entre eux. Nous pouvons autoriser cette fusion parce que, sur tous les marchés pour lesquels nous avons des craintes, UTC s'est engagée à céder les activités qui se recoupent entièrement entre les deux entreprises.»* UTC et Rockwell Collins fournissent des systèmes et des équipements pour l'industrie aérospatiale à des avionneurs tels que Boeing et Airbus. Les deux entreprises fabriquent une large gamme de produits et ont des portefeuilles largement complémentaires. UTC est axée sur des produits tels que les systèmes de génération électrique, de propulsion et d'atterrissage alors que Rockwell Collins se concentre sur l'avionique et différents équipements pour l'aménagement des cabines.

L'enquête de la Commission

Au cours de son enquête, la Commission a recueilli une grande quantité d'informations auprès de dizaines de fabricants de composants d'aéronef, de compagnies aériennes et d'avionneurs. Sur la base de son enquête préliminaire, la Commission craignait que l'opération, telle qu'initialement notifiée, ne réduise la concurrence dans le domaine des actionneurs du plan horizontal arrière réglable (THSA), de certaines commandes de vol (blocs manettes des gaz et systèmes de palonnier/pédales de frein), des systèmes pneumatiques de dégivrage des ailes et des circuits oxygène. À la suite de son enquête, la Commission a constaté ce qui suit:

- en ce qui concerne les THSA, les commandes de vol et les systèmes pneumatiques de dégivrage des ailes, UTC et Rockwell Collins sont des acteurs importants au niveau mondial qui auraient été confrontés à une concurrence limitée de la part de fournisseurs concurrents après l'opération;
- pour ce qui est des circuits oxygène, le marché est déjà fortement concentré, Rockwell Collins étant le premier fournisseur au niveau mondial, tandis qu'UTC avait l'intention de s'implanter sur ce marché et d'y concurrencer Rockwell Collins avec des technologies plus récentes.

La Commission a conclu que les autres chevauchements et liens verticaux entre les activités d'UTC et de Rockwell Collins ne posaient aucun problème de concurrence, principalement en raison de l'existence d'un nombre suffisant d'autres fournisseurs.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

[file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/IP-18-3682_FR%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/IP-18-3682_FR%20(1).pdf)

[Retour au sommaire](#)

5 – Les projets franco-allemands en matière de défense menacés par un budget militaire insuffisant en Allemagne ? (OPEX 360, Laurent Lagneau)

La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, réclamait 12 milliards d'euros supplémentaires pour les trois prochaines années afin de pouvoir remédier aux graves lacunes de la Bundeswehr, régulièrement dénoncées par des rapports parlementaires. Finalement, elle devra se contenter d'un budget qui passera de 38,5 à 42,2 milliards d'euros en 2021. C'est en effet ce que lui a proposé le social-démocrate, Olaf Scholz, son collègue des Finances. Plus précisément, selon [la presse d'outre-Rhin](#), Mme von der Leyen réclamait une hausse de 3 milliards d'euros pour 2019, puis une autre de 4 milliard pour 2020 et une dernière de 5 milliards pour 2021. Or, le projet de budget présenté par M. Scholz prévoit une « augmentation du budget de la Défense de 5,5 milliards d'euros d'ici 2021. » Aussi, la ministre allemande de décolère pas. D'autant plus que cette trajectoire financière n'est pas conforme à l'objectif, fixé par l'Otan, d'un effort de défense équivalent à 2% du PIB, pas plus qu'il n'est en ligne avec les recommandations du dernier Livre blanc sur la Défense de 2016, lequel préconisait de faire de l'Allemagne un « partenaire militaire plus actif sur la scène internationale. » Or, après des années de vaches maigres, la Bundeswehr est dans un état préoccupant, avec une disponibilité insuffisante de ses chars, avions et autres navires. Au point que beaucoup doutent de sa capacités à assumer son rôle au sein de l'Otan. Aussi, l'effort pour combler ses lacunes est énorme. Cela étant, les sociaux-démocrates du SPD ont toujours été réservés, si n'est opposés, à une hausse importante des crédits alloués à la Bundeswehr pour atteindre les 2% du PIB. Et comme la chancelière allemande, la chrétienne-démocrate Angela Merkel, est obligée de composer avec eux, une telle opposition au sein de la coalition qu'elle dirige était inévitable. Quoi qu'il en soit, rien n'est pour le moment définitivement décidé, le projet de budget de M. Scholz devant encore être approuvé par le Bundestag. Aussi, Mme von der Leyen a prévenu : si elle n'obtient pas les crédits qu'elle demande, au moins deux projets de coopération européenne pourraient passer à la trappe, dont celui portant sur le programme de sous-marins mené conjointement avec la Norvège. Pour rappel, Oslo compte acquérir 4 sous-marins U-212NG auprès de ThyssenKrupp Marine Systems, dans le cadre d'une commande de 6 exemplaires, deux devant être destinés à la Deutsche Marine. Aussi, voir Berlin renoncer à ce projet n'est pas crédible car les sommes en jeu sont importantes (4,3 milliards d'euros pour la Norvège). En outre, ce serait sans doute faire un cadeau au français Naval Group et cela fermerait la porte à une extension de cette coopération avec les Pays-Bas, avec lesquels l'Allemagne a multiplié les partenariats militaires au cours de ces dernières années. L'autre programme menacé par Mme von der Leyen, selon le journal Bild am Sonntag, est celui consistant à co-localiser sur la base aérienne d'Évreux les 4 ou 6 avions de transport C-130J Hercules de la Luftwaffe avec les 4 de l'armée de l'Air, dans le cadre d'un escadron franco-allemand. Or, il serait plus facile, pour Berlin, d'annuler la commande des C-130J Hercules que

de renoncer aux sous-marins norvégiens... Par ailleurs, Mme von der Leyen n'est pas épargnée par les critiques. De la part de responsables politiques, bien sûr mais aussi d'analystes et d'éditorialistes. « Il est vrai que les problèmes d'équipement et les pénuries doivent être résolus. Mais les échecs sont dus à des processus d'acquisition lents et à une mauvaise gestion », a affirmé Marcel Dickow, de l'Institut allemand pour les affaires internationales et la sécurité, selon Defense News. L'absence de réformes visant à rationaliser l'approvisionnement et les acquisitions d'équipements du ministère allemand de la Défense a également été pointé par l'éditorialiste Christian Thiels, de la chaîne publique SWR [membre du réseau ARD, ndlr], qui a repris à son compte les critiques adressées par Olaf Scholz à Ursula von der Leyen. « La ministre de la Défense peut et doit faire plus que simplement demander davantage d'argent. Pourquoi, pour des raisons politiques, se lance-t-elle dans un projet européen risqué visant à développer un nouvel avion de combat au lieu d'acheter quelque chose qui est déjà disponible sur le marché? Et n'a-t-elle rien appris des problèmes d'explosion de coûts et de retard des Eurofighter and Co.? », a demandé Christian Thiels.

[Retour au sommaire](#)

6 – Pourquoi le ministère des armées investit dans la très prometteuse start-up Kalray (La Tribune, Michel Cabirol)

Les processeurs de Kalray équiperont les missiles de MBDA et les drones des armées françaises. A travers son fonds d'investissement Definvest, le ministère des Armées est entré dans le capital de Kalray, leader européen des microprocesseurs de nouvelle génération pour systèmes embarqués critiques. Pionnier des processeurs dédiés aux nouveaux systèmes intelligents, Kalray a annoncé mercredi l'entrée à son capital d'Alliance Ventures, le fonds de capital-risque de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, et de Definvest, le fonds géré par Bpifrance pour le compte du Ministère des Armées. Cette opération, qui a pris un peu de retard, s'élève à un total de 10 millions d'euros, incluant les actionnaires existants et les nouveaux investisseurs. Elle constitue la deuxième tranche d'une levée de 23,6 millions d'euros initiée en juin 2017 auprès de Safran Corporate Ventures, le fonds d'investissement asiatique Pengpai et de ses actionnaires historiques ACE Management, CEA Investissement, EUREKAP! et Inocap Gestion. Les fonds levés vont permettre à Kalray d'engager le déploiement commercial du processeur existant et de finaliser le développement de la nouvelle génération, qui devrait être lancée en 2019. Cette start-up est également entrée dans sa phase d'industrialisation, qui lui demande des investissements massifs.

Pourquoi la défense investit dans Kalray

Soutenue depuis 2010 par la Direction générale de l'armement (DGA), Kalray "*figure parmi ces start-ups et PME françaises innovantes qui développent des technologies de rupture à la fois très prometteuses et stratégiques pour notre pays*", a estimé le directeur général de Bpifrance, Nicolas Dufourcq, cité dans le communiqué commun de Kalray, ministère des Armées et Bpifrance. Dans l'entourage de la ministre des Armées, on confirme que Kalray a aujourd'hui un temps d'avance sur les technologies américaines et chinoises, notamment dans la miniaturisation des processeurs et la vitesse de calcul combinées à l'intelligence artificielle. Ainsi, cette start-up, créée en 2008 par essaimage du CEA, a développé depuis presque dix ans

une technologie de processeurs dont la puissance de calcul rapportée à l'énergie consommée est sans équivalent pour cette taille de composants. Pour quelles applications dans le domaine de la défense? Principalement pour les futurs systèmes embarqués critiques. A commencer dans les missiles – MBDA est d'ailleurs dans le capital de Kalray -, et plus précisément dans les autodirecteurs mais également sur les drones (traitement embarqué des images et calcul de la trajectoire) Les processeurs dits intelligents permettent d'analyser à la volée et de manière intelligente des flux très importants d'informations, de réagir et de prendre des décisions en temps réel. Leur usage se démocratise dans des secteurs en forte croissance comme les réseaux informatiques de nouvelle génération, les véhicules autonomes, la santé ou encore les drones et robots. Kalray a choisi dans un premier temps de se focaliser sur deux marchés, les datacenters intelligents et les voitures intelligentes, qui représentent chacun un potentiel de plus d'un milliard d'euros.

Un ancrage en France

Lancé en novembre dernier et doté de 50 millions d'euros, abondés via le budget R&T du ministère des Armées (720 millions d'euros en moyenne par an), Definvest, qui a investi deux millions d'euros, signe donc sa première opération. *“Le ministère des Armées se tient résolument aux côtés de l'innovation et de tous ceux qui osent, a expliqué la ministre des Armées Florence Parly, citée dans le communiqué. Ce premier investissement, c'est un signe fort pour tous les entrepreneurs, les chercheurs, les ingénieurs : la défense croit en vous, investit pour vous”*. L'entrée du fonds Definvest dans le capital de Kalray permet au ministère de bien ancrer cette start-up en France dans le cadre d'un pacte d'actionnaires. Et ce au moment où cette start-up nourrit des ambitions aux États-Unis et intéresse également la Chine, via le fonds d'investissement Pengpai. Pour Kalray, il faudra trouver un équilibre entre l'accès autonome du ministère à ses technologies et son développement à l'international.

[Retour au sommaire](#)